Michael Hudson : l’Europe passe dans la sphère d’influence des États-Unis

Le professeur Michael Hudson, économiste classique de renommée mondiale, explique comment l’ Europe passe sous la sphère d’influence des États-Unis. Suivez les travaux de Michael Hudson : https://michael-hudson.com/ Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall. com/en-nok Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bienvenue à nouveau à toutes et à tous. Nous recevons aujourd’hui le professeur Michael Hudson, qui propose un excellent site internet avec des articles et des vidéos. J’ai mis un lien dans la description, alors n’hésitez pas à suivre son excellent travail. Merci d’être de nouveau avec nous dans cette émission. C’est un plaisir de prendre part à cette longue discussion. Il se passe beaucoup de choses dans le monde. Pas beaucoup de bonnes choses, mais au moins, il se passe beaucoup de choses. Sur le plan diplomatique, l’une des évolutions semble être la volonté de Trump d’organiser cette rencontre trilatérale entre lui-même, Vladimir Poutine et Xi Jinping.

Donc, les trois grandes puissances se réunissent, en somme, pour tenter de trouver une issue à cette période difficile que traverse le monde. Bien sûr, elles ont toutes des objectifs différents, des visions du monde différentes. Et les Européens, qui pensaient diriger le monde avec les États-Unis dans le cadre d’une hégémonie libérale, sont horrifiés. Ils parlent d’un nouveau Yalta — et, bien sûr, d’une version très diabolisée de Yalta. Quel regard portez-vous sur cette diplomatie entre grandes puissances que Trump semble vouloir mettre en place ?

#Michael Hudson

Eh bien, tout a commencé quand Trump a voulu conclure un accord avec la Russie au sujet de l’ Ukraine. Et l’une de ses principales motivations, c’est qu’il prévoit d’entrer en guerre contre l’Iran dans le golfe Persique. Et il se rend compte que si, d’un côté, il poursuit les efforts des États-Unis et de l’Union européenne pour isoler les exportations russes de pétrole, de gaz et de gazole, et que, de l’autre, il entre en guerre contre l’Iran, qui va riposter en bloquant, en quelque sorte, les exportations de pétrole du golfe Persique, cela va provoquer une dépression économique mondiale qui durera deux ou trois ans.

On ne peut pas réduire de vingt pour cent l'approvisionnement mondial en pétrole en s'en prenant aux pays de l'OPEP et isoler la Russie en même temps. Cela plongerait le monde entier dans un tel chaos économique et financier qu'il se retournerait contre les États-Unis et l'Europe, pour avoir précipité les économies de l'Asie, de la majorité mondiale et des pays du Sud dans une crise de la balance des paiements, puis dans une crise de la dette. Trump comprend donc qu'il ne peut pas se permettre de mener une guerre sur deux fronts pétroliers à la fois, et sa cible principale, c'est l'Iran, pas la Russie. Il a donc essayé d'élargir ce projet à la Chine pour en faire un accord tripartite, que vous avez appelé « Yalta deux point zéro », comme l'a aussi baptisé la presse américaine.

Et l'idée, ce n'est pas seulement de parvenir à un règlement, au moins pour mettre fin à l'implication des États-Unis dans la guerre en Ukraine, celle de l'OTAN contre la Russie, en disant : « Désormais, c' est la guerre de l'Union européenne, pas celle de l'Amérique. » Trump cherche aussi à empocher un milliard de dollars de plus grâce à un accord avec la Russie. Jusqu'ici, il a personnellement gagné deux milliards et demi de dollars pendant sa présidence grâce à ses accords particuliers. Et il se dit que s'il peut conclure un accord avec la Russie sur des droits d'exploitation minière, que ce soit en Ukraine, sur le territoire russe dans ce qui était autrefois l'est de l'Ukraine, ou en Russie même, pour des matières premières, des terres rares et d'autres ressources, alors il pourra en tirer un bénéfice personnel, tout comme ses soutiens financiers et la bande qu'il a réunie à la Maison-Blanche. Et il veut que la Chine joue un rôle là-dedans, parce que la lutte de l'Union européenne contre la Russie s' est étendue à la Chine.

Trump exige que l'Union européenne, maintenant qu'elle a cessé d'importer du pétrole, du gaz et d' autres matières premières de Russie, fasse de même avec la Chine et n'importe ni technologies de l' information, ni intelligence artificielle, ni technologies liées à Internet en provenance de Chine. Autrement dit, il veut qu'elle accepte de dépendre des monopoles américains dans tous les domaines, surtout pour Internet et l'IA. Et il essaie d'empêcher l'Europe de taxer Meta, Google et d' autres entreprises américaines qui se sont organisées pour ne payer absolument aucun impôt en Europe. Il essaie d'empêcher l'Europe de développer ses propres entreprises indépendantes dans les domaines d'Internet, de l'intelligence artificielle et des technologies de l'information, qui lui permettraient de devenir autonome et de ne plus dépendre des monopoles américains.

Alors, ce que Trump a évoqué dans cet accord à trois, c'est, eh bien, de se répartir les sphères d' influence. Et il dit que c'est comme ça qu'au dix-neuvième siècle, la Grande-Bretagne et d'autres pays européens ont stabilisé la situation et, vous savez, évité une guerre générale pendant toute la période allant de mille huit cent quinze, à la fin des guerres napoléoniennes, jusqu'à la Première Guerre mondiale. Bon, l'espoir, c'est que lorsqu'il parle de « sphère d'influence », il entende vraiment par là de l'influence : assurer durablement la sphère d'influence américaine sur l'Europe, mais aussi sur le Japon et la Corée du Sud.

Et évidemment, il y a une certaine appréhension du côté de la Russie et de la Chine. Elles disent que les sphères d'influence ne les intéressent pas. La Russie ne se soucie absolument pas de l'Europe. Elle est tout à fait disposée à conclure un accord avec les États-Unis, en leur disant : « Elle est à

vous. Nous avons accepté le fait que nous ne pouvons plus exporter notre pétrole et notre gaz vers l'Europe, parce que maintenant qu'il y a une crise du pétrole dans le golfe Persique, il va y avoir une pénurie de pétrole, de gaz, de gazole et d'engrais dans le monde entier pendant les prochaines années. Nous avons donc largement assez de clients. Nous nous tournons vers l'est. » Tout ce que veut la Russie, c'est qu'on la laisse tranquille.

Alors, prétendre que vouloir la paix en Ukraine, c'est être pro-russe… ça ne touche en rien les intérêts russes, parce que la Russie ne s'intéresse plus à l'Europe. Si vous lisez les discours du président Poutine et du ministre des Affaires étrangères Lavrov, c'est ce qui en ressort. Bon, maintenant, voyons ce que Trump essaie de faire pour tirer de l'argent de tout accord, pour lui-même et pour sa famille. Il discute avec la Russie et lui dit : « Bon, vous savez, il y a tous ces investissements de Gazprom et de Lukoil. Alors maintenant, si vous êtes vraiment prêts à vous désengager de l'Europe, vendez-nous les droits sur Nord Stream, qui sont un peu en suspens. »

« Personne ne l'utilise aujourd'hui, parce que nous avons fait pression sur les dirigeants européens pour qu'ils s'engagent à faire commettre un suicide économique à l'Europe, ce qu'ils sont tous prêts à faire pour le bénéfice personnel de Macron, de Merz et du Parti travailliste britannique. Vous nous vendez les droits sur tout ça, pour que nous puissions maintenant dire à l'Europe : "Bon, vous n'avez plus besoin de combattre la Russie, parce que la Russie ne s'intéresse pas à vous, parce que vous ne comptez pas. Et puisque vous ne comptez pas, vous feriez mieux de dépendre de nous, parce que nous sommes la seule autre puissance régionale au monde, à part la Russie et la Chine." » Et donc, le marché qu'il propose à Poutine, c'est que, si Poutine accepte de vendre le pétrole de Nord Stream à l'Europe, l'Europe pourra faire ce qu'on voit déjà se mettre en place.

Tous les partis d'opposition en Europe gagnent du soutien auprès des électeurs. Et il est évident que les partis actuellement au pouvoir, favorables à la guerre et hostiles à la Russie, vont être chassés du pouvoir par les urnes dans les deux prochaines années. Et les partis qui les remplaceront voudront agir dans l'intérêt de l'Europe, comme nous en avons parlé, je crois, dans notre dernier épisode, et acheter du gaz et du pétrole russes. Eh bien, si la famille de Donald Trump et ses soutiens politiques peuvent acheter le gazoduc Nord Stream et les actifs de Lukoil qui y sont associés, alors il pourra dire : « Eh bien, vous savez, vous pouvez tout à fait commercer avec la Russie. » La Russie n'accordera plus de tarifs préférentiels à l'Europe, parce qu'elle n'en a pas besoin, tout comme elle n'accordera plus de tarifs préférentiels à l'Inde pour son pétrole et son gaz.

Les prix mondiaux du pétrole, du gaz, du gazole et des engrais vont augmenter. Et donc, tout accord conclu par des investisseurs américains pour prendre le contrôle de Nord Stream et du commerce pétrolier avec la Russie qui y est associé leur offre une formidable occasion de dégager des profits de monopole, simplement en ajoutant les coûts de transport à la facture que l'Europe doit payer. Et en plus de pouvoir imposer ces tarifs de transport monopolistiques, ce que le groupe russe Gazprom et les autres investisseurs dans Nord Stream ont soigneusement évité de faire, les États-Unis peuvent disposer d'un moyen de pression politique et dire : « Si un pays européen reçoit actuellement du pétrole et du gaz russes, nous pouvons tout simplement lui couper l'

approvisionnement en gaz par gazoduc et lui faire subir ce que l'Europe a fait subir à l'économie allemande. »

Donc, toute la manœuvre des États-Unis pour tenter de se répartir les sphères d'influence avec la Russie et la Chine vise à verrouiller leur emprise sur cette partie du monde qu'ils espèrent encore garder sous leur contrôle, et à empêcher l'Europe de défendre ses propres intérêts en se disant : « Au fond, nous n'avons peut-être pas les moyens de rester aussi dépendants des États-Unis, comme nos dirigeants politiques s'engagent à le faire. Peut-être que notre prospérité, la relance de notre industrie, nos exportations et nos investissements se porteraient bien mieux avec les économies à la croissance plus rapide d'Asie, de la majorité mondiale et du Sud global qu'avec les États-Unis. » Voilà donc le contexte politique général des prochaines rencontres, qui pourraient avoir lieu quelque part en Asie.

#Glenn

Qu'en est-il de Nord Stream ? C'est intéressant, parce que l'ancien Premier ministre italien, Romano Prodi — qui a aussi été président de la Commission européenne, d'ailleurs — avait fait cette prédiction. Je ne sais plus s'il avait parlé d'un contrôle total, mais, au minimum, les Américains voudraient y investir avant d'autoriser sa réouverture. Donc, encore une fois, l'idée générale, c'est que le problème n'était pas que l'énergie russe arrive en Europe, mais qu'elle devait être sous contrôle américain. En gros, ce serait aux Américains de la gérer et d'en tirer les bénéfices. Et j' imagine que c'est aussi logique, pour placer les Européens dans la sphère d'influence des États-Unis. Et ce que vous avez dit sur les Russes est intéressant, parce que, vous savez, c'est aussi ce qu'on entend du côté russe.

Ils sont, vous savez, en train de réorienter leur économie vers l'Est. Avant, bien sûr, ils accordaient des rabais sur tout ça parce qu'ils pensaient que l'intégration économique avec l'Europe était une étape vers l'intégration politique, vers la création d'une architecture de sécurité eurasiatique plus vaste. Mais maintenant que tout ça est tombé à l'eau et qu'ils se tournent plutôt vers l'Est, ça leur est un peu égal, comme vous le dites. Et c'est pour ça qu'ils ne tiennent pas vraiment à accorder des rabais. Malgré tout, il y a deux ou trois semaines, j'étais à Moscou, et Poutine prononçait un discours à Valdaï. Quelqu'un lui a demandé si la Russie pourrait rétablir ses relations énergétiques avec l' Europe.

Et il a dit : « Oui, bien sûr, mais maintenant, vous devez faire face à la concurrence des Chinois et des Indiens. » Donc, il n'y a plus de position privilégiée. Je pense que c'est essentiellement à ça que vous faites référence. Mais qu'advient-il de l'Europe dans cette situation ? Parce que, vous savez, on pourrait penser que, pour prospérer, l'Europe aurait intérêt à diversifier ses liens économiques. Elle voudrait, vous voyez, s'approvisionner en énergie auprès de plusieurs sources. Elle aimerait peut-être maîtriser son propre avenir et disposer d'une certaine autonomie. Quel impact le fait d'être dans la sphère d'influence américaine a-t-il sur le développement des économies européennes ? Oui.

#Michael Hudson

Eh bien, vous avez dit que, pour l'Europe, le rachat de Nord Stream par des Américains n'est qu'un simple investissement. Mais investir, c'est contrôler. Et ce contrôle est à la fois économique et politique. La question est donc la suivante : combien de temps l'Europe peut-elle vivre dans cette sorte d'univers parallèle fictif où la Russie pourrait envahir l'Europe et même, d'une manière ou d' une autre, lui faire la guerre, obligeant l'Europe à combattre aux côtés de l'Ukraine, comme si elle se défendait contre une armée russe en train de l'envahir ? Eh bien, nous en avons déjà parlé dans votre émission : plus aucun pays n'a les moyens d'envahir un autre pays. Les troupes russes seraient taillées en pièces en traversant la Pologne. Et il est absurde d'imaginer que la Russie ait quoi que ce soit à gagner en envahissant l'Europe. Je pense que tout ce que veut la Russie, c'est qu'on la laisse tranquille pour qu'elle puisse réduire son budget militaire.

Et on pourrait penser que l'Europe voudrait réduire son budget militaire, parce que, regardons un peu ce à quoi les responsables politiques européens doivent faire face aujourd'hui. Les grèves et les manifestations à Paris, partout en France, et dans d'autres pays européens — en Italie, par exemple — dénoncent toutes la même chose : à cause des étranges contraintes monétaires et budgétaires que l'Union européenne s'est imposées, l'Europe a réduit ses dépenses sociales au moment même où les prix flambent. Et cette flambée n'est pas due à la politique monétaire, mais, là encore, à la guerre que Trump mène contre la Russie et l'Iran pour garder le contrôle du commerce mondial du pétrole. Ceux qui s'opposent à la guerre disent : « Nous voulons que les gouvernements aident financièrement les ménages qui doivent payer plus cher pour s'éclairer et se chauffer, et qu'ils subventionnent les industries. »

Comment allons-nous, en Europe, éviter de nous retrouver dans la même situation que l'Allemagne en deux mille vingt-quatre, quand nous avons cessé de recevoir le gaz et le pétrole russes ? L' interruption du commerce mondial du pétrole dans le golfe Persique est encore plus grave que l' interruption du commerce pétrolier russe. L'Union européenne et les États-Unis cherchaient à se servir de l'Ukraine pour bombarder les raffineries russes, afin d'empêcher la Russie de commercer avec l'Europe. Et dans toute cette affaire, c'est l'Europe qui est perdante, pas les États-Unis. La question est donc : combien de temps l'Europe peut-elle résister à cette illusion que sa presse, ses médias, ne cessent d'entretenir, selon laquelle tout ce qui va mal est le fait de la Russie ? On prétend que l'opposition, en France, aux coupes dans les dépenses consacrées aux écoles et au gel de la revalorisation des retraites pour tenir compte de la hausse du coût de la vie est entièrement inspirée par la Russie.

Les gens n'ont pas besoin d'être inspirés par la Russie pour agir dans leur propre intérêt. Je ne pense pas que les manifestants se soucient de savoir si la Russie, la Chine ou un autre pays peut, d' une manière ou d'une autre, en tirer un avantage géopolitique. Ce qu'ils veulent, ce sont les aides que l'Europe leur accorde dans le cadre du modèle social-démocrate en place depuis la Seconde Guerre mondiale. Et ce modèle social-démocrate — l'obligation de préserver le niveau de vie, d' augmenter les salaires et la productivité du travail, de développer l'emploi —, tout cela est jeté par la

fenêtre, parce qu'on exige que les pays européens consacrent cinq pour cent de leur PIB aux dépenses militaires, pour enrichir les entreprises de l'armement et contribuer à mener cette guerre imaginaire qu'ils seraient obligés de livrer à la Russie.

Comme je crois l'avoir déjà mentionné, Poutine a dit : « La guerre ne coûtera pas si cher. Elle durera deux jours, peut-être deux heures. La guerre sera terminée en un jour. Il n'y aura plus d'Europe. » Et sur les marchés boursiers internationaux, on assiste maintenant à une vente massive des actions des entreprises européennes du secteur militaro-industriel, parce que je pense que les investisseurs internationaux se rendent compte que, finalement, rien de tout cela ne va vraiment se concrétiser. Politiquement, l'Europe n'a tout simplement aucun moyen de vraiment faire ça. Donc, je pense que l' un des problèmes, c'est de savoir ce que la classe belliciste, ce groupe qui veut bel et bien une guerre avec la Russie, va faire pour conserver sa capacité à entrer en guerre.

Et je pense qu'il y a là certaines dynamiques qu'on peut prévoir. C'est une période très dangereuse pour l'Europe en ce moment, parce que les groupes favorables à la guerre qui contrôlent les gouvernements européens actuels se disent : « Dans deux ans, les électeurs vont nous chasser du pouvoir. C'est notre dernière chance de faire la guerre. C'est la dernière occasion de voir toute l' Europe anéantie par des bombes atomiques. » Eh bien, aussi fou que cela puisse paraître, c'est leur dernière chance de faire la guerre à la Russie. Comme si l'Europe pouvait, d'une manière ou d'une autre, vaincre la Russie, alors que l'Ukraine n'y est pas parvenue. Donc les partis qui gouvernent actuellement la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ne seront plus au pouvoir.

Et le grand danger, c'est que ces parties vont intensifier leurs attaques contre le transport maritime russe. On voit déjà la Finlande, la Suède, les États baltes et les pays nordiques se préparer à attaquer, à faire de la mer Baltique un lac de l'OTAN et à empêcher les navires russes d'y circuler. Et cela concernerait aussi Kaliningrad, le port russe sur la Baltique, qui est, à sa manière, aussi important pour la Russie que la Crimée, un port russe situé dans ce qui était auparavant l'Ukraine. De toute évidence, il s'agit d'une tentative pour empêcher la Russie de transporter son pétrole, mais pas vers l'Europe. La Russie dit très volontiers : « Nous allons envoyer nos pétroliers. Ne vous inquiétez pas. Nous n'allons pas vous aider. Nous n'allons pas vendre à l'Europe à des prix inférieurs à ceux que vous avez accepté de payer aux États-Unis. Mais nous avons besoin que nos pétroliers puissent partir pour vendre à d'autres pays, en dehors de l'Europe. »

Vous pouvez faire ce que vous voulez. Nous voulons vendre à l'Afrique, à l'Amérique du Sud, à tout le reste du monde. L'OTAN veut toujours empêcher cela, et elle menace de faire la guerre à propos de Kaliningrad et, plus généralement, dans la Baltique. Alors, vous savez, que va faire la Russie ? Elle a commencé à envoyer des avions pour escorter les pétroliers, et elle a déjà empêché un navire estonien d'arraisonner un pétrolier russe et d'en prendre le contrôle. Mais la Suède et d'autres pays européens ont déjà saisi des pétroliers russes. C'est une déclaration de guerre contre la Russie. Et comme je le dis, cette guerre sera très brève et très sanglante. Et la Russie fait tout ce qu'elle peut, je pense, pour dire : « S'il vous plaît, comprenez bien que vous ne nous intéressez pas. Nous ne voulons pas de vous. Nous ne voulons rien avoir à faire avec vous. »

Nous nous en voulons d'avoir imaginé que nous aurions pu faire de la Russie un pays européen, doté d'une culture européenne. Nous avons vu le résultat de cette culture européenne. C'est une culture américaine. C'est une économie financiarisée. C'est une économie hostile aux travailleurs. C'est une économie qui se contracte. C'est une économie qui n'est plus démocratique et qui n'a plus rien à voir avec l'image que vous, Européens, aviez de vous-mêmes à l'époque des Lumières. Nous voulons simplement qu'on nous laisse tranquilles. Laissez-nous tranquilles et il ne se passera rien. Mais si vous nous menacez et nous faites du mal, nous devrons riposter, ne serait-ce que pour préserver notre indépendance vis-à-vis de vous et bien faire comprendre que nous sommes isolés. Une nouvelle menace se profile, l'équivalent du mur de Berlin, et nous voulons nous protéger de vous, les Européens, dont les États ne sont que des marionnettes de l'État profond américain, néolibéral et néoconservateur.

#Glenn

Alors, selon vous, la guerre est-elle l'issue la plus probable ? Parce que, dans ce projet qui consiste à faire de l'Europe une sphère d'influence des États-Unis, il semble évident que certains voudraient s'y opposer. Mais les Européens chercheraient aussi sûrement à saboter, d'une manière ou d'une autre, les efforts des États-Unis pour conclure un accord avec les Russes, comme on le voit actuellement au sujet de l'Ukraine. Vous avez évoqué, bien sûr, la saisie de navires et les menaces contre Kaliningrad. Ils peuvent aussi, évidemment, tenter de voler définitivement les avoirs souverains russes. Mais encore une fois, cette idée que, dans les deux prochaines années, toutes ces élites politiques très impopulaires et bellicistes seront chassées du pouvoir par les urnes… Je ne les vois pas non plus s'effacer sans faire de bruit. Je trouve très étrange de voir ce qui se passe en Europe en ce moment. Encore une fois, ce militarisme, alors qu'ils n'ont même pas d'armée digne de ce nom, ça n'a pas vraiment de sens pour moi. Mais, selon vous, vont-ils choisir la guerre ?

#Michael Hudson

Les dirigeants européens veulent devenir la nouvelle Ukraine. Comme on le dit en Amérique, l' Amérique est prête à se battre contre la Russie jusqu'au dernier euro. Nous avons installé un régime fantoche, le régime néonazi de Zelensky en Ukraine, pour se battre jusqu'au dernier Ukrainien, dont ni l'Europe ni les Américains ne se soucient. Les Américains sont prêts à se battre jusqu'au dernier euro de l'industrie européenne, des excédents économiques européens, pour prendre part à ce combat contre la Russie, mais aussi contre la Chine. Tout cela est lié aux accords que l'Union européenne a conclus ces dernières semaines : les accords commerciaux avec la Chine sur le commerce des véhicules hybrides et électriques.

Imaginez ce qui se passe en ce moment : les prix du gazole, du pétrole et du gaz vont de nouveau augmenter à cause de la guerre contre l'Iran et, potentiellement, de l'isolement prolongé de la Russie. Cela va accélérer le passage aux voitures électriques, parce que les voitures électriques, du moins tant qu'il y a de l'électricité disponible, qu'elle soit d'origine nucléaire — bon, l'Allemagne s'est

débarrassée de ses centrales nucléaires —, solaire ou éolienne, vont coûter moins cher que de rouler au gazole ou à l'essence. Je pense donc qu'aux États-Unis et en Europe, on prend conscience que c' est la voie de l'avenir.

Et l'Europe a convaincu la Chine de tenter de conclure un accord global. Et si j'en parle, c'est parce qu'on retrouve, là encore, ce Yalta II, cet accord tripartite. Quel est le rôle de la Chine dans tout ça, dans le partage du monde ? La Russie est tout à fait contente de se couper de l'Europe, parce qu'elle vit depuis suffisamment d'années sous le coup de sanctions commerciales pour que celles-ci l'aient rendue indépendante des produits qu'elle importait auparavant d'Europe. Elle ne dépend plus des produits agricoles et laitiers des pays baltes et du reste de l'Europe. Elle est autonome pour tous les produits essentiels dont l'Union européenne a bloqué l'exportation vers la Russie. Quel est l'effet d' une sanction ? Elle oblige les pays à compter sur eux-mêmes.

Et donc, les sanctions européennes ont joué le même rôle que des droits de douane protectionnistes russes auraient joué pour créer une industrie russe indépendante. Les sanctions européennes ont donc aidé la Russie à se préparer à tout ça. Mais la Chine ne voit pas les choses de la même façon. Elle considère toujours l'Europe comme un débouché pour ses exportations, notamment automobiles et industrielles, ainsi que pour toutes ses exportations de matières premières. Et elle négocie avec l' Europe en lui disant : « Écoutez, ce combat contre nous, les Chinois, c'est un combat américain. Ils pensent qu'il ne peut y avoir qu'un seul maître du monde, et que ce doit être les États-Unis. Ils croient pouvoir encore maintenir leur domination unipolaire. Et vous, de quel côté allez-vous vous ranger ? Le monde est en train de se diviser. »

Et au moment même où l'Europe occidentale et la Russie s'éloignent l'une de l'autre, l'Asie, la majorité mondiale et les pays du Sud mettent très rapidement en place, de leur côté, un autre système d'institutions financières, de relations commerciales et de relations d'investissement. Et la question, c'est de savoir quelle place l'Europe va trouver dans tout cela, puisque ce sont essentiellement les États-Unis qui sont à l'origine de ce conflit, de ce conflit autour du « péril jaune ». La Chine était donc disposée à conclure cet accord sur les exportations automobiles, en les ramenant, je crois, de huit cent cinquante mille véhicules l'an dernier à peut-être trois cent cinquante mille voitures électriques et autres voitures cette année. Mais elle l'a fait en échange d'un accord global qui prévoit notamment son droit de saisir l'Organisation mondiale du commerce et d' engager une procédure contre l'Europe si celle-ci impose à la Chine d'autres droits de douane et restrictions contraires au droit international.

Eh bien, on a déjà entendu l'industrie chimique européenne dire : « Regardez ce formidable accord que l'Union européenne a conclu avec la Chine. La Chine a accepté de réduire ses exportations de voitures. Comment obtenir le même accord pour les produits chimiques ? » Mais la Chine a été très claire : il n'y aura pas d'accord dans ce domaine. « Nous comprenons l'importance du commerce automobile pour l'Europe. Il a joué un rôle tellement central dans son développement industriel que

nous ne voulons pas provoquer un chômage massif dans l'industrie automobile européenne, car nous savons que cela ne ferait que pousser les électeurs à soutenir une politique globalement hostile à la Chine. »

Mais quand vous parlez de l'industrie chimique, vous, les Européens, vous avez déjà détruit votre propre industrie chimique, parce que les produits chimiques sont en grande partie fabriqués à partir de pétrole et de gaz. Et même les produits qui ne sont pas fabriqués à partir de pétrole et de gaz ont besoin de soufre. Et l'acide sulfurique est un sous-produit du raffinage du pétrole. Donc, vous ne pouvez pas nous rendre responsables de votre manque de compétitivité face à nous, les Chinois, puisque vous avez augmenté vos coûts de production à cause de votre lutte contre la Russie. C'est votre problème. Nous n'allons pas réduire nos exportations pour que vous puissiez vous permettre d' entretenir cette haine de la Russie que vos dirigeants ont été choisis et soutenus par les États-Unis pour perpétuer.

C'est votre problème. Et l'Europe a dit : « Eh bien, vous savez, nous avons décidé de rejeter toute la théorie du libre-échange des deux cents dernières années. Nous avons rejeté la théorie selon laquelle les pays ont intérêt à acheter sur le marché le moins cher. Nous avons redéfini la notion d'importations. Les importations sont le résultat d'une surproduction. » Alors, si la surproduction résulte des subventions, les Européens font comme s'ils ne subventionnaient pas leur marché et comme si les États-Unis ne subventionnaient pas le leur, alors que la Chine et tous les autres exportateurs industriels subventionnent leurs industries, et que la politique agricole commune de l'Union européenne subventionne son agriculture. Bien sûr, la Chine a subventionné son industrie, comme tous les autres pays.

Mais l'idée, au fond, c'est que s'il y a un déséquilibre, si un pays importe de Chine, c'est à cause de la surproduction chinoise. Alors la Chine a dit : « Très bien. D'accord, si on suit votre logique, on va arrêter de vous exporter toutes nos matières premières, nos terres rares, notre aluminium, notre gallium, nos produits chimiques, nos produits pharmaceutiques et tout le reste, puisque, pour vous, c' est de la surproduction de notre part, et que la surproduction, c'est mal. Ce qui est bien, c'est l' autarcie. Si vous voulez être autosuffisants dans tous ces domaines, bonne continuation. Produisez vous-mêmes votre aluminium, vos terres rares, votre gallium, votre tungstène, vos produits pharmaceutiques et tout le reste. »

Quand je lis la presse européenne, c'est un tel ramassis d'absurdités du point de vue de la théorie économique. Je me demande comment une si grande partie de la presse grand public, surtout en Angleterre, où je la lis principalement parce qu'elle est en anglais, peut se laisser berner par toutes ces absurdités. Mais c'est bien ce qu'on entend de la part des gouvernements français, allemand et italien. Et c'est tout simplement insensé. Donc, je pense que c'est tout cela qui va ressortir de cette rencontre trilatérale entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Et la position de la Chine serait : « Nous voulons une économie ouverte. Nous ne voulons pas de sphère d'influence. »

Laissez faire le libre marché, laissez les autres pays décider avec qui ils veulent commercer et chez qui ils veulent investir. Et bien sûr, les entreprises allemandes et d'autres entreprises européennes ont investi massivement en Chine, parce que c'est là que se trouve le marché. On leur dit d'investir aux États-Unis, et l'accord conclu entre von der Leyen et Trump sur les droits de douane du « jour de la libération » qui leur ont été imposés a conduit les Européens à promettre d'investir aux États-Unis. Mais ils n'ont trouvé aucun moyen pour que leurs entreprises puissent y investir de manière rentable, parce que les États-Unis ne sont plus compétitifs sur le plan industriel. Ils ont financiarisé leur économie.

C'est devenu une économie de rente, avec des coûts du logement tellement élevés, qu'il s'agisse des loyers ou des crédits immobiliers, une assurance maladie tellement chère pour la population, des études tellement coûteuses pour ceux qui veulent se former afin de trouver un emploi, des transports tellement chers, des coûts tellement élevés dans tous les domaines, que l'Europe n'a aucun moyen de tenir les engagements pris lorsque von der Leyen a capitulé devant les conditions de Trump. Pas plus que la Corée ou le Japon ne sont capables de tenir leurs promesses concernant les investissements colossaux qu'ils s'étaient engagés à réaliser aux États-Unis. On assiste donc à ce qui semble être le dernier sursaut de l'Amérique pour tenter de maintenir son empire mondial, ses dépenses militaires à l'étranger et son contrôle, en recourant à la bonne vieille méthode qui consiste à gagner de l'argent grâce à des marchés efficaces.

Les États-Unis n'ont plus de marché efficace. Ils n'ont plus le pouvoir que leur conférait leur statut de créancier, maintenant que le gouvernement américain est devenu le plus grand débiteur officiel au monde. Comme nous en avons déjà discuté, les États-Unis n'ont plus que la capacité de semer le chaos, d'entraver le développement des autres pays et de provoquer une crise si ceux-ci n'acceptent pas, d'une manière ou d'une autre, de continuer à leur payer un tribut, ou d'entretenir avec eux des relations d'investissement et de commerce fondées sur cette logique de tribut. Voilà la nouvelle forme que prend la diplomatie mondiale. Et on en parle énormément dans la presse américaine et asiatique, alors que le sujet est quasiment absent de la presse européenne. C'est ça que je n'arrive pas à comprendre.

#Glenn

Non, je n'ai pas de bonne réponse à ça. Je ne comprends pas pourquoi les discussions ne vont pas du tout dans ce sens. Mais justement, je reviens de Chine, et des journalistes m'ont demandé à de nombreuses reprises d'expliquer ce qu'on entend par ce concept de surcapacité, parce que, vous savez, avant, on appelait ça des exportations. Personne ne se plaint de la surcapacité italienne dans la mode, ni de la surcapacité française dans le vin. Mais je me demandais, avec cette volonté des États-Unis de faire entrer, en somme, l'Europe dans leur sphère d'influence, comment les voyez-vous agir vis-à-vis du Moyen-Orient, alors ?

Parce que la grande tendance aujourd'hui semble être… eh bien, comme vous l'avez dit, les États-Unis ne peuvent pas rivaliser sur le plan économique. Il semble donc qu'ils soient de plus en plus incités et disposés à recourir plutôt à la force militaire pour se tailler, je dirais, une place privilégiée dans l'économie mondiale, voire des sphères d'influence exclusives. Selon vous, les États-Unis vont-ils se désengager du Moyen-Orient ou revendiquer une sphère d'influence exclusive ? Parce qu'à l' heure actuelle, on a l'impression que les deux scénarios sont possibles.

#Michael Hudson

On dirait que les États-Unis sont en train de se faire chasser du Moyen-Orient. C'est toute la mainmise européenne postcoloniale sur l'Asie occidentale, qui s'est imposée après la Première Guerre mondiale — et qui avait déjà commencé à la fin du dix-neuvième siècle —, qui est en train de prendre fin. On voit l'Arabie saoudite et les Émirats arabes devenir, en quelque sorte, des vestiges du passé. L'Iran est la puissance montante au Proche-Orient, tandis que la puissance déclinante, c' est l'Arabie saoudite, qui est une puissance terroriste. Le Moyen-Orient proaméricain et proeuropéen est dirigé par deux gouvernements terroristes.

#Michael Hudson

Les cinglés d'Al-Qaïda qui dirigent la Syrie, les terroristes sunnites qui s'en prennent aux chiites, aux chrétiens et à tous ceux qui ne sont pas des musulmans sunnites saoudiens fanatiques, avec Israël qui combat là-bas lui aussi. Et maintenant, avec la Grande-Bretagne qui envoie des avions en Arabie saoudite et la France qui envoie des navires, on voit que le Proche-Orient, en prenant ses distances avec les États-Unis, rompt aussi avec tout son héritage postcolonial lié à l'Europe. Et par là, j'entends la Grande-Bretagne et la France. Et on voit non seulement l'Asie occidentale, mais aussi l'Afrique se détacher de la zone franc à laquelle elle appartenait.

On assiste à la fin des empires européens du dix-neuvième siècle, les empires britannique et français, et cela se termine d'une manière tellement déplaisante, terroriste et violente. On voit que les peuples d'Asie occidentale, en grande partie avec le soutien de l'Iran — lui-même directement soutenu par la Russie et la Chine, qui fournissent sur Internet des indications précises sur les endroits à bombarder pour frapper les gouvernements fantoches contrôlés par les États-Unis en Arabie saoudite et dans le reste du golfe Persique —, se réorientent pour fournir leur pétrole, leur gaz et leurs autres exportations à l'Asie et à l'Afrique, à la majorité mondiale et aux pays du Sud.

Donc, cette guerre dans le golfe Persique, en Irak et en Syrie, va s'inscrire dans la rupture globale avec l'héritage du colonialisme européen, qui a été absorbé par l'impérialisme américain après la Seconde Guerre mondiale. Elle fera partie de cette scission du monde. Et l'Europe semble devoir se retrouver aussi exclue de cette scission qu'elle l'a été des relations avec la Russie. Alors, encore une fois, avec qui l'Europe pourra-t-elle commercer et où pourra-t-elle investir sans l'Asie occidentale, l' Afrique et les autres pays ? Avec qui, à part les États-Unis ? Elle s'enferme dans les guerres de

Trump contre la Russie, l'Iran et, à terme, la Chine. Et elle va se retrouver dans le camp des perdants, tout comme l'Ukraine n'a aucun espoir de vaincre militairement la Russie, comme nous le verrons.

Il n'y a aucun espoir que les Européens ou les Américains puissent conserver la domination sur l' ensemble de l'économie mondiale qu'ils ont exercée de la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à la fin du vingtième siècle. Tout ce monde-là touche à sa fin. Et le reste du monde se demande : alors, quelles institutions allons-nous mettre en place pour créer un nouvel ordre économique international qui offre une alternative ? L'Europe et les États-Unis ne participent pas à cette discussion. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est essayer de s'isoler, c'est-à-dire laisser l'Amérique isoler les parties de l'ancien ordre mondial qu'elle est encore capable de contrôler comme ses États fantoches, ses satellites.

#Glenn

Eh bien, cela fait des années que nous voyons le monde évoluer vers une répartition multipolaire du pouvoir, et je me suis toujours demandé comment l'Occident allait s'y adapter. Et maintenant, nous y sommes. C'est un peu ce qu'on observe aujourd'hui : les États-Unis reviennent à ce militarisme extrême, et les Européens semblent complètement perdus et se marginalisent de plus en plus. Bien sûr, j'avais espéré autre chose, mais voilà où nous en sommes. Avez-vous une dernière réflexion à partager avant de conclure ?

#Michael Hudson

Eh bien, comment va-t-elle s'adapter ? La question est de savoir si elle va se rapprocher du modèle chinois. Et tout cela s'inscrit dans un contexte financier. Toute la lutte menée par les pays européens et la crise politique sont, dans une large mesure, de nature financière. C'est tout le système financier européen qui est en jeu : la façon dont le budget est financé, la façon dont le capitalisme industriel européen et américain s'est transformé en capitalisme financier, et dont les économies ont été financiarisées et désindustrialisées. Comment peuvent-elles se réindustrialiser ? Le seul moyen, c'est de les définanciariser. Mais comment les définanciariser sans effacer une grande partie du fardeau de la dette qui s'est accumulée ? Et comment peuvent-elles devenir compétitives ou avoir quoi que ce soit à échanger avec le reste du monde ?

S'ils continuent à laisser aux mains du privé les anciens services publics — toutes ces entreprises de communication et de transport qui, depuis les années mille neuf cent quatre-vingt, sous le thatchérisme en Angleterre et les Reaganomics aux États-Unis, ont été privatisées pour devenir des monopoles aux tarifs élevés —, alors toute l'économie finit par ressembler à ce que le réseau d'eau de la Tamise a fait de Londres. Comment l'Europe et l'Amérique peuvent-elles prendre conscience qu' elles ont fait fausse route en s'écartant de la logique du capitalisme industriel ? Cette logique consistait à développer une économie mixte, publique et privée, dans laquelle les entreprises

publiques, y compris le système financier, gèrent les monopoles de base, notamment le crédit, au service de l'investissement à long terme dans le capital matériel, de la croissance économique, de l' augmentation de la productivité et de l'amélioration du niveau de vie.

Toute cette question était au cœur de l'économie classique au dix-neuvième siècle. Tout ce pan du débat — la théorie de la valeur, la théorie des prix, ce qu'est la rente, la façon d'aligner les prix sur le coût réel de production et d'éviter la recherche de rente —, tout ce débat qui a été au centre de la réflexion économique européenne pendant un siècle, il va bien falloir le relancer quelque part. Et pourtant, il a disparu des programmes d'économie et de sciences politiques. Donc, évidemment, cela passe par un changement de conscience et, je suppose, par ce qu'on appelait autrefois l'idéologie.

#Glenn

Nous avons donc encore beaucoup à apprendre. Eh bien, professeur Hudson, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps. J'apprécie vraiment votre éclairage sur cette question. Je suis ravi que nous ayons pu élargir ces discussions pour avoir une vue d'ensemble.

#Michael Hudson

Merci, Glenn.